



BARBARA BUI

SOMMAIRE

Introduction	Commentaires des données chiffrées du semestre.....	3
Partie 1	Comptes consolidés résumés.....	4
Partie 2	Principes comptables.....	8
Partie 3	Notes annexes.....	13
Partie 4	Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle (Période du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2012).....	22
Partie 5	Déclaration du responsable du rapport financier semestriel	24

Comptes consolidés résumés 1^{er} semestre 2012

COMMENTAIRES DES DONNEES CHIFFRES DU SEMESTRE

En millions d'euros	S1 2012	S1 2011	Var. %
Chiffre d'affaires	15,8	15,0	+5%
Total consolidé dont :			
- Activité Boutiques (retail)	7,5	6,7	+11%
- Activité Diffusion(wholesale)	8,3	8,3	-

POURSUITE D'UNE BONNE DYNAMIQUE DE L'ACTIVITE RETAIL.

Au 2nd trimestre de son exercice 2012, le chiffre d'affaires du Groupe affiche de bonnes performances à 6,2 M€, en progression de 24% (17,3% à périmètre constant). La croissance enregistrée sur le mois de juin a permis de compenser les mois d'avril et mai particulièrement affectés par une conjoncture économique difficile. De plus, l'accélération des facturations de la collection Automne-Hiver a fortement contribué à améliorer le niveau d'activité sur ce 2^{ème} trimestre.

L'activité du 2nd trimestre porte le chiffre d'affaires semestriel à 15,8 M€ en croissance de 5% (+1,3% à périmètre constant) par rapport à la même période sur l'exercice précédent.

- L'activité Retail (Boutiques) continue d'afficher une bonne dynamique avec un chiffre d'affaires qui atteint 7,5 M€ en progression de 11% dont 2,5% à périmètre constant. L'activité du Flagship store de Los Angeles, véritable vitrine stratégique du Groupe à l'international, représente 7% du chiffre d'affaires du réseau.
- L'activité Wholesale (Diffusion) enregistre un chiffre d'affaires stable de 8,3 M€, bénéficiant des dernières livraisons de la collection Printemps-Eté 2012 ainsi que des premières livraisons de la saison Automne-Hiver 2012.

PROGRESSION DE LA MARGE BRUTE.

La dynamique de l'activité s'est accompagnée d'une croissance de la marge brute à 9,31 M€ supérieure à la progression de l'activité. Au 30 juin 2012, le taux de marge brute s'améliore de plus de 2 points à 58,8% contre 56,5% un an plus tôt.

POURSUITE DES INVESTISSEMENTS POUR SOUTENIR LE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL.

Afin d'accompagner les investissements de 2011, ouverture de la boutique de Los Angeles et lancement de la boutique en ligne, les frais de commercialisation ont augmenté de 11,5 % par rapport au 30 juin 2011.

Ainsi, le Groupe affiche une perte opérationnelle de 0,59 M€ contre un bénéfice opérationnel de 0,19 M€ au premier semestre 2011. Par ailleurs, la perte nette part du Groupe s'élève à 0,56 M€ contre une perte de 0,10 M€ un an plus tôt.

UNE TRESORERIE DISPONIBLE TOUJOURS SOLIDE.

Au 30 juin 2012, le Groupe dispose d'une trésorerie disponible confortable de 2,1 M€ (2,5 M€ au 31/12/2011) et des fonds propres à hauteur de 9,7 M€ soit 41% du total du bilan.

Les dettes financières du Groupe s'élèvent à 2,8 M€, dont 0,6 M€ à court terme et représentent 28,6% des capitaux propres.

STRATEGIE ET PERSPECTIVES.

Au 2nd semestre l'activité Wholesale devrait se situer en retrait aux alentours de 5%. Cependant, la qualité des premières livraisons de la saison Printemps/Eté 2013 sera déterminante dans l'évolution du chiffre d'affaires de l'activité Wholesale.

La dynamique de croissance enregistrée sur le réseau Retail sur cette première période reste un indicateur très positif pour la suite de l'exercice.

Conformément à sa stratégie de positionnement de son réseau Retail, la boutique Kabuki Homme a emménagé au 23 rue Etienne Marcel et s'est donc rapprochée de la boutique Kabuki Femme (25 rue Etienne Marcel) pour une meilleure cohérence de style et d'univers. Le Groupe préfère ainsi orienter sa clientèle Barbara Bui vers ses deux Flagships, avenue Montaigne et rue du Faubourg Saint honoré, vers ses autres boutiques parisiennes et sa toute nouvelle boutique en ligne www.barbarabui.com.

Par ailleurs, afin de poursuivre son développement aux Etats-Unis, Barbara Bui ouvrira en novembre 2012 sa troisième boutique américaine dans le prestigieux Mall « South Coast Plaza ». Idéalement situé au cœur d'Orange County en Californie du Sud, tous les codes de Barbara Bui seront réunis dans ce nouvel espace de 150 m².

1 COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

1.1 Bilan consolidé au 30 juin 2012

ACTIF (en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2012	30 juin 2011	31 décembre 2011
Ecart d'acquisition	1			
Immobilisations incorporelles	1	2 110	1 961	2 064
Immobilisations corporelles	1	4 403	4 545	4 750
Immobilisations financières	1	1 096	914	978
Impôts différés	2	1 042	836	1 012
Autres actifs non courants				
Actifs non courants		8 651	8 256	8 803
Stocks	3	7 839	6 076	6 686
Clients et comptes rattachés	4	3 309	2 412	4 592
Créances d'impôts courants	9	624	751	707
Autres créances	5	924	1 048	853
Autres actifs courants	5	92	92	92
Trésorerie et équivalents de trésorerie		2 117	3 302	2 541
Actifs courants		14 906	13 682	15 472
Total de l'actif		23 557	21 937	24 275

PASSIF (en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2012	30 juin 2011	31 décembre 2011
Capital		1 079	1 079	1 079
Primes		4 648	4 648	4 648
Réserves consolidées		4 337	4 043	4 032
Ecart de conversion		168	171	182
Résultat		-563	-105	296
Capitaux propres part du groupe	10	9 669	9 837	10 237
Intérêts minoritaires				
Capitaux propres		9 669	9 837	10 237
Provisions pour pensions et retraites	6	127	104	116
Provisions pour risques et charges	6			
Dettes financières	7	2 129	2 832	2 431
Passifs d'impôts différés	2	155	127	168
Autres passifs non courants				
Passifs non courants		2 411	3 064	2 716
Dettes financières (part à -1 an)	7	638	606	634
Provisions pour risques et charges (part à -1 an)	6	579	365	616
Fournisseurs et comptes rattachés	8	7 323	5 396	7 171
Dettes d'impôts courants	9	327	454	649
Autres dettes	8	2 610	2 216	2 252
Autres passifs courants				
Passifs courants		11 477	9 036	11 321
Total du passif		23 557	21 937	24 275

1.2 Compte de résultat consolidé au 30 juin 2012

(en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2012	30 juin 2011	31 décembre 2011
Produits des activités ordinaires	15	15 835	15 035	31 897
Coût des ventes		-6 528	-6 541	-13 300
Marge brute		9 306	8 493	18 597
Frais de commercialisation		- 8 430	-7 558	-15 742
Charges administratives		-1 554	-1 290	-2 557
Autres produits et charges opérationnels courants	11	88	545	149
Résultat opérationnel courant		-589	190	446
Autres produits et charges opérationnels				
Résultat opérationnel		-589	190	446
Résultat financier net	12	45	-185	110
Charges d'impôts	13	-19	-111	-261
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		-563	-105	296
Résultat net d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession				
Résultat Net - part du groupe		-563	-105	296
Résultat net par action		-0,83	-0,16	0,44
Nombre d'action retenu pour le calcul		674 650	674 650	674 650
Résultat dilué par action		-0,83	-0,16	0,44
Nombre d'action retenu pour le calcul		674 650	674 650	674 650

1.3 Etat du résultat Global

(en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2012	30 juin 2011	31 décembre 2011
Résultat net		-563	-105	296
Variations relatives aux :				
Ecarts de conversion		-13		10
Impôts sur les éléments du résultat global				
Quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées				
Résultat global total		-576	-105	306

1.4 Tableau des flux de trésorerie au 30 juin 2012

(en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2012	30 juin 2011	31 décembre 2011
Résultat net des sociétés intégrées		-563	-105	296
Amortissements et provisions hors actif circulant		425	-5	701
Variation des impôts différés		-44	69	-66
Plus-values de cession		-1	8	4
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		-183	-34	935
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence				
Variation des stocks et en-cours	3	-1 153	-644	-1 254
Variation des clients et comptes rattachés	4	1 284	-294	-2 474
Variation des fournisseurs et comptes rattachés	8	153	697	2 472
Variation des autres créances et dettes		48	-400	70
Variation du besoin en fonds de roulement		331	-641	-1 187
Flux net de trésorerie généré par l'activité		148	-676	-252
Acquisitions d'immobilisations	1	-232	-1 136	-1 925
Cessions d'immobilisations			19	
Incidence des variations de périmètre				
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-232	-1 117	-1 925
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère				
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées				
Incidences des acquisitions et cessions de titres Barbara Bui		8	16	6
Augmentations de capital en numéraire				
Emissions d'emprunts	7	11	905	920
Remboursements d'emprunts	7	-310	-251	-552
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement		-290	670	374
Incidence de la variation de cours des devises		-50	3	10
Variation de trésorerie		-423	-1 120	-1 794
Trésorerie d'ouverture		2 534	4 328	4 328
Trésorerie de clôture		2 111	3 208	2 534
Dont valeurs mobilières de placement		52	1 749	871
Dont disponibilités		2 065	1 553	1 670
Dont découverts bancaires		-5	-94	-6

1.5 Variation des capitaux propres 30 juin 2012

(en milliers d'euros)	Capital	Primes	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	Total des capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
Capitaux propres au 31 décembre 2010	1 079	4 648	3 645	171	382	9 926		9 926
Affectation Résultat 2010			382		-382			
Acquisitions / cessions d'actions Barbara Bui			6			6		6
Pertes et gains enregistrés en capitaux propres			-1	10		10		10
Dividendes distribués								
Résultat consolidé exercice 2011					296	296		296
Capitaux propres au 31 décembre 2011	1 079	4 648	4 032	182	296	10 237		10 237
Affectation Résultat 2011			296		-296			
Acquisitions / cessions d'actions Barbara Bui			8			8		8
Pertes et gains enregistrés en capitaux propres				-13		-13		-13
Dividendes distribués								
Résultat consolidé 1er semestre 2012					-563	-563		-563
Capitaux propres au 30 juin 2012	1 079	4 648	4 337	168	-563	9 669		9 669

2 PRINCIPES COMPTABLES

2.1 Cadre général

Les comptes consolidés résumés du 1^{er} semestre 2012 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 13 septembre 2012. Ils sont établis en conformité avec la norme IAS 34 et les normes et interprétations comptables internationales (IAS/IFRS) adoptées dans l'Union Européenne et applicables au 30 juin 2012. Ces normes et interprétations sont appliquées de façon constante sur les périodes présentées.

Les comptes consolidés résumés sont établis selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes annuels.

Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels, et incorporels, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, ainsi que des hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages du personnel et des impôts différés.

Les montants qui figureront dans les futurs états financiers sont susceptibles de différer de ces estimations qui ont été établies sur la base d'informations ou situations existantes à la date d'établissement des comptes, mais qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

La prise en compte des nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2012 n'a pas eu d'incidence sur les comptes établis au 30 juin 2012 :

- Amendement d'IFRS 1 : exemptions relatives aux informations à fournir au titre d'IFRS 7
- IAS 24 : informations à fournir sur les parties liées (révisée)
- Amendement à IAS 32 : classification des droits de souscription
- Amélioration annuelle des normes IFRS (mai 2010)
- Amendement à IFRIC 14 : paiements anticipés des exigences de financement minimal
- IFRIC 19 : extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres

Les nouvelles normes et interprétations d'application optionnelle en 2012 n'ont pas fait l'objet d'application anticipée au 30 juin 2012.

2.2 Principes comptables et méthodes de consolidation

Périmètre de consolidation

Une nouvelle filiale détenue à 100% par le groupe a été créée en mai 2012, en vue de l'exploitation de la nouvelle Boutique de South Coast Plaza de Los Angeles, son intégration dans le périmètre de consolidation est intervenue au 30 juin 2012.

La consolidation porte ainsi sur les sociétés du groupe Barbara Bui indiquées dans le tableau ci-après.

Société	Ville	Pays	% de contrôle (*)	Méthode de conso. (**)
Société mère				
Barbara Bui SA	Paris	France		IG
Filiales				
Alain Tondowski Sarl	Paris	France	55 D	IG
BBK Holding	New York	Etats-Unis	100 D	IG
Barbara Bui Srl	Milan	Italie	99,9 D	IG
BBK Distribution	New York	Etats-Unis	100 I	IG
Kabuki Inc.	New York	Etats-Unis	100 I	IG
BBRD Inc.	Los Angeles	Etats-Unis	100 I	IG
BBSCP Inc.	Los Angeles	Etats-Unis	100 I	IG

(*) D = direct - I = indirect

(**) Intégration globale

Méthodes de consolidation

La consolidation réalisée selon la méthode de l'intégration globale a été effectuée sur la base des situations sociales arrêtées par chaque société au 30 juin 2012.

Toutes les opérations inter-sociétés ont été éliminées.

Intérêts minoritaires

La quote-part des minoritaires négatifs dans les capitaux propres de la filiale Alain Tondowski Sarl a été prise en charge par le groupe.

2.3 Principes comptables du bilan

Actif immobilisé

Immobilisations incorporelles

Ecarts d'acquisition (IAS 36 et IFRS 3)

Lors d'une acquisition, les actifs, les passifs et les passifs éventuels de la filiale sont comptabilisés à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Tout surplus du coût d'acquisition par rapport aux justes valeurs des actifs et passifs identifiables acquis est comptabilisé en écart d'acquisition. Toute différence négative entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs nets identifiables acquis est reconnue en résultat au cours de l'exercice d'acquisition. Conformément aux normes IFRS 3 et IAS 36, les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet de tests de dépréciation annuels, ainsi que ponctuels en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs.

Autres immobilisations incorporelles (IAS 38)

Les autres immobilisations incorporelles comprennent les logiciels et les droits aux baux.

- Les logiciels acquis sont amortis sur leur durée d'utilisation estimée comprise entre 3 et 5 ans.
- Les droits aux baux représentent la partie la plus importante des immobilisations incorporelles du groupe. Sans marché actif, et à durée indéterminée, les droits aux baux restent par conséquent des immobilisations incorporelles non amortissables, mais soumis aux tests de dépréciation de l'unité de trésorerie à laquelle ils sont rattachés.
- Ces tests sont réalisés de manière systématique au deuxième semestre dans le cadre de l'élaboration du plan à trois ans. En conséquence, ils seront réalisés, lors de l'arrêté intermédiaire, en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs.

Immobilisations corporelles (IAS 16)

Les immobilisations corporelles sont inscrites dans le patrimoine à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), diminué du cumul des amortissements et, s'il y a lieu, des pertes de valeur. Le groupe n'a pas retenu de valeur résiduelle pour ses immobilisations corporelles. En effet, la plupart des actifs correspondant principalement aux agencements de magasins sont destinés à être utilisés jusqu'à la fin de leur durée de vie et il n'est, en règle générale, pas envisagé de les céder.

Les amortissements sont calculés suivant les modes linéaires en fonction de la durée de vie prévue :

- Matériel et outillage 5 ans ;
- Agencements gros œuvres 10 ans ;
- Aménagements 3 à 7 ans ;
- Matériel de transport 4 ans ;
- Mat. et mobilier de bureau 4 ans ;
- Matériel informatique 3 ans .

Lorsque les actifs sont vendus ou cédés, l'écart entre le produit net et la valeur nette comptable des actifs est enregistré respectivement comme un produit ou une charge dans les autres produits et charges opérationnels.

Contrats de location - financement et locations simples (IAS 17)

Les immobilisations faisant l'objet d'un contrat de location – financement ayant pour effet de transférer au groupe les avantages et les risques inhérents à la propriété sont comptabilisés à l'actif en immobilisations corporelles (terrains, bâtiments et équipements). A la signature du contrat de location – financement, le bien est comptabilisé à l'actif pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou bien, si elle est plus faible, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Ces immobilisations sont amorties suivant la méthode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée déterminée selon les mêmes critères que ceux utilisés pour les immobilisations dont le groupe est propriétaire. La dette correspondante, nette des intérêts financiers, est inscrite au passif. Les frais de location simple sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Dépréciation des actifs (IAS 36)

Comme pour les immobilisations incorporelles (droits aux baux) le groupe réalise régulièrement des tests de valeur de ses actifs. Ces tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre leur valeur vénale et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation.

Ce test de valeur est réalisé dès que ces immobilisations incorporelles génèrent des pertes d'exploitation du fait d'éléments internes ou d'événements externes, et qu'il n'est pas envisagé, dans le cadre du budget annuel ou du plan d'affaires qui leur est associé, un redressement significatif.

Dans le cas où le test de valeur annuel révèle une juste valeur inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée pour ramener la valeur comptable de l'immobilisation ou de l'écart d'acquisition à sa juste valeur.

Lorsque la juste valeur d'une immobilisation corporelle s'apprécie au cours d'un exercice et que la valeur recouvrable excède la valeur comptable de l'actif, les éventuelles pertes de valeur constatées lors d'exercices précédents sont reprises en résultat.

Stocks et en cours (IAS 2)

Les stocks sont évalués au plus faible soit du coût, soit de la valeur nette de réalisation.

Le coût des achats des matières premières, fournitures et produits finis achetés comprend le prix d'achat et les autres coûts directement attribuables à l'acquisition.

Le coût des travaux en cours et des produits finis manufacturés comprend les charges de main d'œuvre directe, les fournitures ainsi que les autres coûts directement liés notamment les frais d'approche.

Les frais financiers ne sont pas intégrés dans le coût.

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré.

Les stocks sont dépréciés à leur valeur nette de réalisation dès lors qu'il existe un indice que cette valeur est inférieure aux coûts.

La dépréciation est reprise dès que les circonstances ayant conduit à déprécier la valeur des stocks cessent d'exister.

Créances clients

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Les provisions pour dépréciation sont constituées pour couvrir les risques de non recouvrement total ou partiel de la créance.

Disponibilités (IAS 7 et 39)

Les disponibilités et équivalents de trésorerie sont principalement constitués de comptes de caisse, de comptes bancaires et de valeurs mobilières de placement répondant aux critères suivants (AFG-AFTE 8 mars 2006) :

- placements à court terme ;
- très liquides ;
- facilement convertibles en un montant connu de trésorerie ;
- soumis à un niveau négligeable de changement de valeur.

Les valeurs mobilières ne répondant pas à ces critères sont reclassées en autres actifs non courants.

Les valeurs mobilières de placement sont réévaluées à leur juste valeur par le compte de résultat financier.

Avantages au personnel (IAS 19)

Après leur départ en retraite, les anciens salariés du groupe perçoivent des pensions selon des systèmes conformes aux réglementations locales.

En France, à leur départ en retraite, les salariés du groupe reçoivent une indemnité dont le montant varie en fonction de l'ancienneté et des autres modalités de la convention collective dont ils relèvent. Les engagements du groupe en matière de retraite et d'indemnités de départ en retraite sont déterminés en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière. Ces engagements sont couverts par des provisions inscrites au bilan.

Actifs et passifs financiers (IAS 32 et 39)

L'évaluation et la comptabilisation des actifs financiers sont définies dans les normes IAS 32 et IAS 39. La variation de juste valeur des actifs financiers courants est comptabilisée en résultat.

Actions Barbara Bui auto détenues

Les actions Barbara Bui détenues par le groupe sont comptabilisées à leur coût d'acquisition en déduction des capitaux propres consolidés quel que soit l'objet de leur détention. Les résultats de cessions sont inscrits directement en capitaux propres pour leur montant net d'impôts.

Provisions pour risques et charges (IAS 37)

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers, dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources.

Si le montant ou l'échéance ne peuvent être estimés avec suffisamment de fiabilité, alors il s'agit d'un passif éventuel qui constitue un engagement hors bilan.

2.4 Principes comptables du compte de résultat

Comptabilisation du chiffre d'affaires (IAS 18)

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de marchandises ou de services est comptabilisé net des remises et des avantages commerciaux consentis et des taxes sur vente, dès lors que le transfert aux clients des risques et avantages inhérents à la propriété a eu lieu ou que le service a été rendu.

Frais de publicité et de promotion (IAS 38)

Les frais de publicité et de promotion incluent le coût de la réalisation des supports publicitaires, des achats d'espace média, les frais de salon et de présentation des collections, la fabrication des catalogues et de manière générale, le coût de l'ensemble des activités destinées à la promotion des produits du groupe.

Ces frais sont enregistrés en charge lors de leur réception ou de leur production s'il s'agit de biens, ou lors de leur réalisation s'il s'agit de services.

Autres produits et charges

Les autres produits et charges :

- qui relèvent des activités ordinaires de l'entreprise sont inclus dans les autres produits et charges opérationnels courants,
- qui ne relèvent pas de l'activité courante sont inclus dans les autres produits et charges opérationnels.

Résultat financier (IAS 16 et 23)

Le résultat financier comprend le coût de l'endettement financier brut, les produits de trésorerie et les autres charges et produits financiers.

Toutes les charges d'intérêt sont constatées dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues. En application des normes IAS 16 et IAS 23, les intérêts des emprunts affectés à l'acquisition des actifs corporels sont comptabilisés en charges financières et ne sont pas immobilisés dans le coût de l'actif.

Impôts sur les résultats (IAS 12)

Les différences temporaires entre résultats fiscaux et sociaux donnent lieu à la constatation d'impôts différés dans les comptes consolidés. Le taux retenu pour leur évaluation correspond au taux applicable au mode de réalisation le plus probable de la différence temporaire. Les actifs et les passifs d'impôts différés quelle que soit leur échéance sont compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale. La part des impôts différés actifs, dont la récupération ne semble pas pouvoir intervenir à moyen terme n'est pas comptabilisée à l'actif du bilan. En revanche leurs montants sont indiqués pour information en annexe.

Résultat par action (IAS 33)

Le résultat par action est calculé sur la base du résultat net part du groupe divisé par le nombre total d'actions.

Le résultat dilué par action est identique au résultat par action. Aucun instrument dilutif n'existe dans le groupe.

2.5 Autres principes comptables

Conversion des éléments en devises (IAS 21)

Conversion des comptes des sociétés intégrées

La devise d'établissement des comptes consolidés est l'euro, les comptes des filiales utilisant une monnaie fonctionnelle différente sont convertis en euro :

- aux cours de clôture pour les postes du bilan ;
- aux cours moyens de la période pour les éléments du compte de résultat.

Les différences de change résultant de l'application de ces cours sont inscrites dans les capitaux propres, en écarts de conversion.

Autres éléments en devises

Les produits et charges en devises sont convertis au cours moyen mensuel. En fin d'exercice, les actifs et passifs exprimés en devises sont convertis au cours de clôture. Les différences de change résultant de la conversion des transactions en devises sont incluses dans le compte de résultat.

Secteurs opérationnels (IFRS 8)

Le groupe Barbara Bui compte 2 secteurs opérationnels, l'activité Boutiques d'une part et l'activité Diffusion d'autre part, qui se distinguent par des coefficients de marge, des montants d'investissement, des charges opérationnelles et des risques clients structurellement différents. Ils correspondent aux 2 axes selon lesquels sont organisés le reporting interne et la gestion du groupe.

L'activité Boutiques bénéficie de taux de marge brute importants liés à un chiffre d'affaires détail, mais nécessite des investissements corporels et incorporels élevés ainsi que de lourdes charges opérationnelles (loyers et frais de personnels).

L'activité Diffusion génère des marges brutes plus faibles mais nécessite des investissements et des charges opérationnelles plus limités.

Les performances de chacun de ces secteurs sont régulièrement analysées par le P.D.G., principal décideur opérationnel, qui peut alors allouer les ressources nécessaires.

Ces secteurs opérationnels restent issus d'un même métier et sont concentrés au sein d'une même entité juridique, ce qui entraîne nécessairement la mise en commun d'éléments d'actif, de passif et de charges. Aussi par référence à la norme, conduisant à éliminer toute clé de répartition arbitraire dans le but de communiquer une information pertinente, les éléments communs qui ne peuvent être affectés figurent :

- en charges non affectées,
- en actifs ou passifs non affectés.

3 NOTES ANNEXES

Note 1. Immobilisations

(en milliers d'euros)	Ecart d'acquisition	Immobilisations incorporelles			Immobilisations corporelles	Immobilisations financières
		Droits aux baux	Logiciels	Total		
Au 31/12/2011						
Valeur brute	50	2 104	188	2 293	11 070	978
Amortissements et dépréciations	-50	-152	-77	-229	-6 320	
Valeur nette		1 952	111	2 064	4 750	978
Variation						
Acquisition			58	58	112	118
Cessions et reprises					1	
Amortissements et dépréciations			-12	-12	-460	
Valeur nette au 30 juin 2012		1 952	157	2 110	4 403	1 096
Au 30/06/2012						
Valeur brute	50	2 104	232	2 336	11 151	1 096
Amortissements et dépréciations	-50	-152	-75	-227	-6 748	
Valeur nette		1 952	157	2 110	4 403	1 096

L'écart d'acquisition se compose conformément aux principes IFRS de l'écart de première consolidation constaté lors de l'acquisition de la filiale Alain Tondowski Sarl (20 K€) auquel s'ajoute le coût d'acquisition de la marque Alain Tondowski Sarl (30 K€). Les faibles perspectives liées à cette activité ont entraîné une dépréciation totale de cet actif.

Les droits aux baux inscrits au bilan pour 2 104 K€ correspondent aux locaux ayant fait l'objet par le passé d'un rachat de pas de porte, à savoir :

- 5 boutiques à Paris (rue Etienne Marcel et rue de Grenelle),
- 2 boutiques à Milan (Via Manzoni, via Sant'Andrea),
- le centre administratif et show room du 32 rue des Francs Bourgeois.

Les autres baux, dont le groupe est également propriétaire, ont été négociés sans rachat de pas de porte, à savoir :

- 4 boutiques à Paris, dont la boutique de la rue du Faubourg St Honoré ouverte en septembre 2008. Les autres se situent Avenue Montaigne, rue des St Pères, rue des Francs Bourgeois,
- 1 boutique à New York (Soho).

En ce qui concerne la boutique située rue de Grenelle (Paris), les perspectives et les conditions de marché actuelles ont conduit à maintenir la dépréciation constatée depuis le 31 décembre 2008 (152 K€) qui valorise le bail à 300 K€ à l'actif du bilan.

Les immobilisations financières sont principalement constituées par les loyers d'avance versés en garantie au titre de l'ensemble des locaux loués par le groupe.

Note 2. Impôts différés

(en milliers d'euros)	Au 31/12/11	Variations de l'exercice	Au 30/06/12
Barbara Bui SA	577	50	627
Kabuki Inc.	344	-27	317
Alain Tondowski Sarl			
BBK Holding	2	-1	1
BBK Distribution	89	8	97
BBRD	-36	12	-24
BB Italie Srl	-132	1	-131
Total général	843	44	887
Impôts différés actifs	1 012		1 042
Impôts différés passifs	168		155

Complément d'information sur les impôts différés actifs

89 K€ concernant la société Alain Tondowski Sarl et 56 K€ concernant la société Barbara Bui Italie Srl, n'ont pas été enregistrés, faute de perspectives de récupération suffisantes.

Note 3. Stocks

(en milliers d'euros)	Matières 1 ^{ères} et fournitures	Produits finis	Marchandises	Total
Au 31/12/2011				
Valeur brute	1 122	5 485	1 078	7 684
Dépréciations	-226	-676	-95	-998
Valeur nette	895	4 808	983	6 686
Variation				
Variations des stocks	756	803	-67	1 492
Variation des dépréciations	-45	-275	-19	-339
Valeur nette au 30/06/12	1 606	5 337	896	7 839
Au 30/06/2012				
Valeur brute	1 878	6 288	1 011	9 177
Dépréciations	-272	-951	-114	-1 337
Valeur nette	1 606	5 337	896	7 839

Note 4. Clients et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	
Au 31/12/2011	
Valeur brute	5 420
Dépréciations	-828
Valeur nette	4 592
Variation	
Variations des comptes clients	- 1 322
Variation des dépréciations	39
Valeur nette au 30/06/2012	3 309
Au 30/06/2012	
Valeur brute	4 098
Dépréciations	-789
Valeur nette	3 309

Compte tenu des délais de règlement, la valeur comptable reflète de façon fiable la juste valeur des créances comptabilisées à l'actif.

Tous les clients qui n'avaient pas soldé leurs créances correspondant à la saison A/H 2011 ont été provisionnés au 30/06/2012. Par ailleurs, une analyse au cas par cas des créances clients est réalisée pour évaluer le risque de non recouvrement.

Note 5. Autres créances et actifs courants

Autres créances	Avances fournisseurs	Avances au personnel	Produits à recevoir	Charges constatées d'avance	Débiteurs divers	Total autres créances	Autres actifs courants
Au 31/12/2011							
Valeur brute	176	7	36	630	5	853	92
Dépréciations							
Valeur nette	176	7	36	630	5	853	92
Variation							
Variations	-120	4	-18	195	11	71	
Dépréciations							
Valeur nette au 30 juin 2012	56	10	18	824	15	924	92
Au 30/06/2012							
Valeur brute	56	10	18	824	15	924	92
Dépréciations							
Valeur nette	56	10	18	824	15	924	92

Les autres actifs courants de 92K€ correspondent à une somme versée en garantie, dans le cadre d'un litige entièrement couvert par une provision pour risque.

Note 6. Provisions pour risques et charges

(en milliers d'euros)	31/12/2011	Dotation de l'exercice	Utilisation	Reprise de l'exercice	30/06/2012	Part à - 1 an	Part à + 1 an
Engagement retraite	65	4	-	-	69	-	69
Départ personnel BB Italie Srl	51	7	-	-	58	-	58
Litiges	616	38	-	75	579	579	-
Impôts	-	-	-	-	-	-	-
Provisions risques et charges	616	38	-	75	579	579	-
Résultat opérationnel courant		38	-	75	-	-	-
Autres produits et charges opérationnels	-	-	-	-	-	-	-
Charge d'impôts	-	-	-	-	-	-	-

Provisions pour engagement de retraite

Les droits sont déterminés à la clôture de l'exercice sur la base des conventions collectives en vigueur dans l'entreprise, en tenant compte de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite ou à l'âge minimum requis pour en bénéficier.

Les principales variables de ce calcul sont les suivantes :

- âge de départ en retraite : 65 ans,
- table de mortalité hommes TD80/90 et femmes TV80/90,
- taux de turnover : - 35 ans = 20%, de 35 à 55 ans = 8%, + 55 ans = 0%,
- taux d'actualisation : 5,5%,
- taux d'inflation : 2%.
- revalorisation annuelle des salaires : 2%

Engagement de retraite pour les dirigeants

Néant.

Litiges

Les provisions pour litiges correspondent à l'estimation des effets patrimoniaux des risques, litiges, situations contentieuses, réalisés ou probables qui résultent des activités du groupe.

Au 30 juin 2012, une reprise sur les provisions pour risques et charges liées au risque de déflaonnement de loyers a été enregistrée pour 75 K€ (de façon à ajuster le risque lié à l'évolution de certains loyers).

Impôts

Néant.

Note 7. Dettes financières

(en milliers d'euros)	31/12/2011	Nouveaux emprunts	Remboursements	30/06/2012	A -1 an	De 1 à 5 ans
Emprunts à taux variable	-					
Emprunts à taux fixe	2 996	-	304	2 692	617	2 075
Locations financement	26	-	5	21	10	10
Comptes courants d'associés	32	11	-	43	-	43
Intérêts à payer	5	-	1	5	5	-
Total emprunts	3 059	11	310	2 761	632	2 129
Dividendes à payer	-	-	-	-	-	-
Concours bancaires courants	6	-	1	5	5	-
Total dettes financières	3 065	11	310	2 766	638	2 129

La société mère Barbara Bui SA est la seule société du groupe à avoir souscrit des emprunts moyen terme auprès d'établissements de crédit, la seule devise utilisée étant l'euro. Il n'existe aucun emprunt en devise.

Les garanties afférentes à ces emprunts sont principalement de type nantissement de droit au bail. Seul l'emprunt relatif à l'acquisition du site logistique de Domont est garanti par un privilège de prêteur de deniers.

Ces emprunts ne comportent aucune clause de remboursement anticipé, ni clause de covenant financier.

Les comptes courants d'associés ne sont pas productifs d'intérêts.

Note 8. Fournisseurs et autres dettes

Fournisseurs et autres dettes	avances et acomptes clients	salaires et dettes sociales	autres dettes	Total autres dettes	fournisseurs
Au 31/12/2011					
Valeur brute	1 041	916	294	2 252	7 171
Dépréciations					
Valeur nette	1 041	916	294	2 252	7 171
Variation					
Variations	312	101	-55	358	153
Dépréciations					
Valeur nette au 30 juin 2012	1 353	1 017	239	2 610	7 323
Au 31/06/2012					
Valeur brute	1 353	1 017	239	2 610	7 323
Dépréciations					
Valeur nette	1 353	1 017	239	2 610	7 323

Les avances clients correspondent à des acomptes versés sur les commandes de la saison hiver 2012.

Les salaires et dettes sociales correspondent aux échéances du mois de juin 2012 réglées en juillet 2012.

Les autres dettes correspondent principalement aux charges à payer.

Note 9. Créances et dettes d'impôts courants

(en milliers d'euros)	ACTIF			PASSIF		
	Créances d'impôts sociétés	Créances fiscales hors IS	Total	Dettes d'impôts sociétés	Dettes fiscales hors IS	Total
Au 31/12/2011						
Valeur brute	201	507	707	140	509	649
Dépréciations						
Valeur nette	201	507	707	140	509	649
Variation						
Variations	86	-170	-83	-83	-240	-323
Dépréciations						
Valeur nette au 30 juin 2012	287	337	624	58	269	327
Au 30/06/2012						
Valeur brute	287	337	624	58	269	327
Dépréciations						
Valeur nette	287	337	624	58	269	327

200 K€ de crédit d'impôt recherche, comptabilisés dans les créances d'impôts sociétés au cours de l'exercice 2011, sont toujours à l'actif, ce montant n'ayant pas encore été réglé par le Trésor Public au 30 juin 2012.

Note 10. Capitaux propres

Au 30 juin 2012, le capital est constitué de 674 650 actions (674 650 actions aux 31 décembre 2011 et 2010), entièrement libérées, au nominal de 1,60 euros.

441 208 actions bénéficiaient au 30 juin 2012 d'un droit de vote double, accordé aux actions détenues sous forme nominative depuis plus de quatre ans.

Au 30 juin 2012, la valeur brute des actions Barbara Bui détenues dans le cadre du contrat de liquidité s'élevait à 19 K€ et le retraitement des plus ou moins values sur les cessions effectuées sur l'exercice ont un impact non significatif sur les capitaux propres.

Selon la réglementation française, les dividendes sont prélevés sur le résultat de l'exercice et les réserves distribuables de la société mère, après déduction de l'impôt de distribution éventuellement dû et de la valeur des actions auto détenues. L'assemblée générale du 25 juin 2012 a décidé de reporter à nouveau l'intégralité du bénéfice net comptable de l'exercice 2011 et de ne pas verser de dividendes au titre de l'exercice 2011.

Note 11. Autres produits et charges opérationnels courants

(en milliers d'euros)	30 juin 2012	30 juin 2011	31 décembre 2011
Royalties et autres redevances			
Crédit d'impôt recherche		100	200
Pertes et gains sur cessions d'actifs	1	-3	-2
Pertes et gains sur créances	26	28	-233
Litiges, procès et autres produits et charges	37	393	117
Remboursements sinistres et transfert de charges	29	27	54
Divers	-5		12
Autres produits et charges d'exploitation	88	545	149

Les litiges procès et autres produits et charges sont principalement constitués par les dotations et reprises de provisions enregistrées dans le cadre des déplaçonnements de loyer.

Aucun crédit d'impôt recherche n'a pu être comptabilisé au titre du 1^{er} semestre 2012, le CIR de 200 K€ comptabilisé en 2011 ayant atteint le plafond disponible pour les exercices 2011, 2012 et 2013.

Note 12. Résultat financier net

(en milliers d'euros)	30 juin 2012	30 juin 2011	31 décembre 2011
Produits de placement	-	6	6
Intérêts d'emprunts	-59	-61	-133
Coût de la dette financière nette	-59	-55	-127
Escomptes accordés	1		10
Autres	-3		-2
Autres produits et charges financiers	-3	-	9
Différences de change	106	-129	228
Résultat financier net	45	-185	110

Note 13. Charges d'impôts

(en milliers d'euros)	30 juin 2012	30 juin 2011	31 décembre 2011
Impôts exigibles	36		-127
Impôts différés	32	-34	54
Autres Impôts (CVAE...)	-87	-77	-188
Total	-19	-111	-261

En France, la loi de finance pour 2010 a introduit une nouvelle taxe : la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE). Par cohérence avec le traitement des taxes analogues au sein du Groupe, la CVAE a été qualifiée par le groupe d'impôt sur le résultat au regard de la norme IAS 12. En conséquence, elle est comptabilisée en « Charges d'impôts »

Note 14. Secteurs opérationnels

En ce qui concerne les actifs et passifs non affectés par secteur d'activité, il convient de se reporter aux remarques formulées dans les principes comptables au paragraphe secteurs opérationnels (IFRS 8).

Résultats sectoriels par activité

	30/06/2012			30/06/2011			31/12/2011		
	Boutiques	Diffusion	Total	Boutiques	Diffusion	Total	Boutiques	Diffusion	Total
Produits sectoriels	7 504	8 331	15 835	6 727	8 308	15 035	13 380	18 517	31 897
Résultat sectoriel	-55	1 017	962	251	844	1 095	-239	2 757	2 518
Charges non affectées			-1 553			-905			-2 557
Résultat opérationnel courant			-589			190			-39
Autres produits et charges opérationnels									485
Résultat opérationnel			-589			190			446
Résultat financier net			45			-185			110
Charges d'impôts			-19			-111			-261
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession			-563			-105			296
Résultat net d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession									
Résultat net			-563			-105			296

Note 15. Produits des activités courantes par zone géographique

(en milliers d'euros)	30 juin 2012	%	30 juin 2011	%	31 décembre 2011	%
France	8 555	54%	8 367	56%	16 657	52%
Europe hors France	1 964	12%	2 131	14%	4 272	13%
USA / Canada	1 540	10%	982	7%	2 799	9%
Pays de l'Est	2 244	14%	2 264	15%	5 175	16%
Asie / Pacifique	576	4%	328	2%	1 098	3%
Afrique / Moyen-Orient	935	6%	904	6%	1 812	6%
Autres	21	0%	59	0%	82	0%
Total	15 835	100%	15 035	100%	31 896	100%

Note 16. Etat du résultat global

A l'exception des résultats sur cessions de titres Barbara Bui qui ne font pas partie des éléments à présenter dans l'état du résultat global, aucun autre retraitement, à l'exception de l'impact de la variation des écarts de conversion, n'est affecté directement en capitaux propres.

Note 17. Effectifs et salaires

Effectif moyen	30 juin 2012	30 juin 2011	31 décembre 2011
Barbara Bui SA	131	120	119
Filiales	17	12	17
Total	148	132	136

Salaires et charges (en milliers d'euros)	30 juin 2012	30 juin 2011	31 décembre 2011
Barbara Bui SA	3 653	3 597	7 001
Dont réserve spéciale de participation			
Filiales	367	231	558
Total	4 020	3 828	7 559

Ni le résultat de l'exercice 2011, ni celui du 1^{er} semestre 2012 de la société Barbara Bui SA n'ont permis d'affecter un montant à la réserve spéciale de participation, en application des dispositions légales.

Note 18. Rémunération des dirigeants mandataires sociaux

En euros	1 ^{er} semestre 2012		1 ^{er} semestre 2011		Exercice 2011	
	dus	versés	dus	versés	dus	versés
Monsieur William Halimi Président directeur général						
Rémunération fixe	78 600	78 600	78 600	78 600	157 200	157 200
Rémunération variable	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Rémunération exceptionnelle	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Jetons de présence	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Avantages en nature logement	11 400	11 400	11 400	11 400	22 800	22 800
Avantages en nature véhicule	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Total	90 000	90 000	90 000	90 000	180 000	180 000

En euros	1 ^{er} semestre 2012		1 ^{er} semestre 2011		Exercice 2011	
	dus	versés	dus	versés	dus	versés
Madame Barbara Bui Directeur général délégué						
Rémunération fixe	72 600	72 600	72 600	72 600	145 200	145 200
Rémunération variable	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Rémunération exceptionnelle	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Jetons de présence	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Avantages en nature logement	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Avantages en nature vêtements	Néant	Néant	Néant	Néant	6 000	6 000
Total	72 600	72 600	72 600	72 600	151 200	151 200

Les dirigeants du groupe Barbara Bui n'ont reçu aucun jeton de présence au cours de l'exercice 2011 ni au cours du 1^{er} semestre 2012.

Il n'existe pas de plan d'options de souscription ou d'achat d'actions au sein du groupe Barbara Bui.

Il n'existe pas de plan d'actions de performance au sein du groupe Barbara Bui.

Note 19. Rémunération du comité de direction

Le comité de direction du groupe Barbara Bui est composé de 8 membres assurant les fonctions de direction générale, direction artistique, direction administrative et financière, direction de production, direction commerciale (wholesale et retail) et direction de la communication.

Les fonctions rémunérées en 2012 n'ont pas changé par rapport à l'exercice 2011, l'écart provenant de la direction de la communication qui était restée partiellement vacante au cours du 1^{er} semestre 2011.

Rémunérations brutes (en euros)	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2011	Exercice 2011
	446 458	407 900	814 428

Note 20. Risques de marché**Risques actions**

L'assemblée générale du 25 juin 2012 a décidé de renouveler la mise en œuvre du programme de rachat d'actions voté par l'Assemblée Générale du 27 juin 2011 pour une période de 18 mois.

Pour la mise en œuvre de ce contrat, 100 000 euros sont affectés au compte de liquidité depuis le 29 octobre 2007.

Les seules actions détenues par le groupe sont des actions Barbara Bui détenues dans le cadre de ce contrat de liquidité. Au 30 juin 2012, le groupe détenait 432 actions valorisées à 44,86 € soit 19 K€, comptabilisées en déduction des capitaux propres consolidés. Au 31 décembre 2011, le groupe détenait 255 actions valorisées à 32,95 € soit 8 K€, comptabilisées en déduction des capitaux propres consolidés.

Note 21. Parties liées**Rémunération des mandataires**

Administrateur concerné : Madame Barbara Bui.

Montant, nature et objet : conformément au conseil d'administration du 14 décembre 2006, Mme Barbara Bui a été nommée aux fonctions de Directeur général délégué. Sa rémunération globale brute au titre du 1^{er} semestre 2012 a été fixée par le conseil d'administration du 30 mars 2009, et s'est élevée à 72 600 euros bruts.

Administrateur concerné : Monsieur William Halimi.

Montant, nature et objet : conformément au conseil d'administration du 28 juin 2010 renouvelant le mandat de William HALIMI en qualité de Directeur général, sa rémunération globale brute à ce titre pour le 1^{er} semestre 2012 a été fixée par le conseil du 30 mars 2009, comme suit : 90 000 euros bruts dont avantages en nature 11 400 euros.

Avantages en nature des mandataires

Administrateur concerné : Monsieur William Halimi.

Montant, nature et objet : le conseil d'administration du 15 avril 2004 a décidé qu'à compter du 1^{er} avril 2004 Monsieur William Halimi en sa qualité de Président directeur général disposera du droit d'utiliser à des fins personnelles une partie d'un appartement à usage d'habitation situé 74 avenue de Wagram à Paris, 75017. Ce droit d'utilisation porte sur une partie évaluée au tiers de la superficie de l'appartement et constitue un avantage en nature de 11 400 euros au titre du 1^{er} semestre 2012. Cet appartement est destiné à l'hébergement des visiteurs de marque de la société Barbara Bui SA.

Mandataires : Mise à disposition de locaux

Administrateur concerné : Madame Barbara Bui.

Montant, nature et objet : En accord avec la première résolution du conseil d'administration du 29 janvier 2010, Madame Barbara Bui a mis à disposition à compter du 4 février 2010 une partie des locaux dont elle est devenue propriétaire Place de Vosges, 75003 Paris. En contrepartie de cette mise à disposition elle perçoit une redevance mensuelle de 2 900 euros conformément au contrat de mise à disposition des locaux signé le 4 février 2010. Pour le 1^{er} semestre 2012, le montant des loyers s'est élevé à 17 400 euros.

Note 22. Passifs éventuels

A la date d'arrêté des comptes, il n'existe pas, à la connaissance du groupe, de passif éventuel susceptible d'avoir une influence significative sur l'activité, la situation financière, les résultats et le patrimoine du groupe.

Note 23. Evénements postérieurs à la clôture

Néant

**4 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX
COMPTES SUR L'INFORMATION
FINANCIERE SEMESTRIELLE
(PERIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30
JUN 2012)**

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société BARBARA BUI, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly-sur Seine, le 14 septembre 2012

Les Commissaires aux Comptes

FT AUDITS & ASSOCIES DELOITTE & ASSOCIES

Patrick FRANCO Laurent HALFON

**5 DECLARATION DU RESPONSABLE
DU RAPPORT FINANCIER
SEMESTRIEL**

J'atteste, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 14 septembre 2012

William Halimi
Président Directeur Général